

Agreste Pays de la Loire

Juillet 2016

RICA 2014



Des résultats en région plus élevés qu'au niveau national

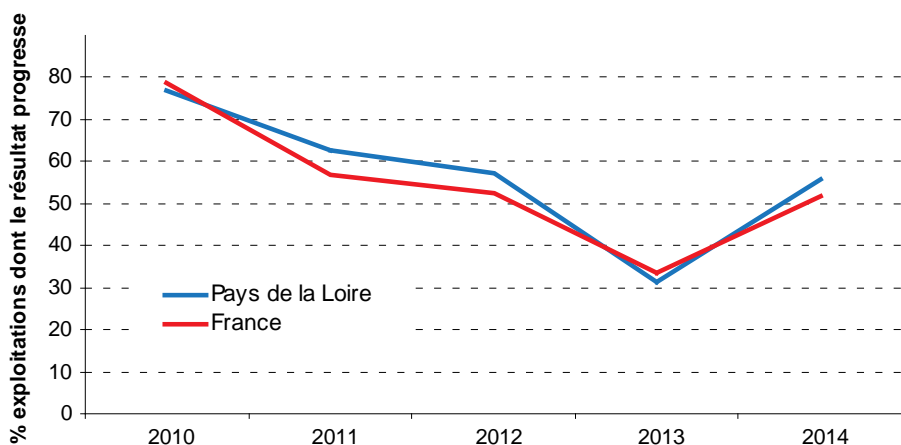
Après la baisse de 30 % enregistrée en 2013, le résultat des exploitations agricoles des Pays de la Loire peine à se redresser. Toutes orientations confondues, il se stabilise à 43 000 €, soit 25 300 € par unité de travail non salarié (UTANS). Par exploitation, c'est 10 400 € de plus que le résultat national, et 7 000 € de plus par UTANS. Une exploitation sur deux améliore son résultat en 2014 contre seulement une sur trois en 2013. 10 % des exploitations sont en déficit, c'est deux points de moins que l'année précédente et cinq points de moins qu'au niveau national.

Des résultats contrastés

Le résultat moyen régional masque de grandes variations selon les systèmes de production et des évolutions contrastées. Les exploitations laitières et avicoles tirent le résultat régional, avec respectivement 53 100 € et 44 100 € de revenus, en hausse de 5 % et 14 %. France entière, le résultat moyen des laitiers est moins élevé, 41 200 €, et la progression moins marquée, +2 %. En « hors sol » volaille, si on constate aussi des résultats nationaux plus faibles, 34 200 €, on note une croissance plus forte, +35 %. En Pays de la Loire, les orientations spécialisées, lait ou « hors sol » volaille, réalisent 39 % de la production agricole et 41 % du résultat global. Les éleveurs de porcs et les céréaliers ont les résultats les plus faibles. Le résultat des exploitations porcines est divisé par deux par rapport à 2013 : il n'atteint pas 20 000 € en 2014.

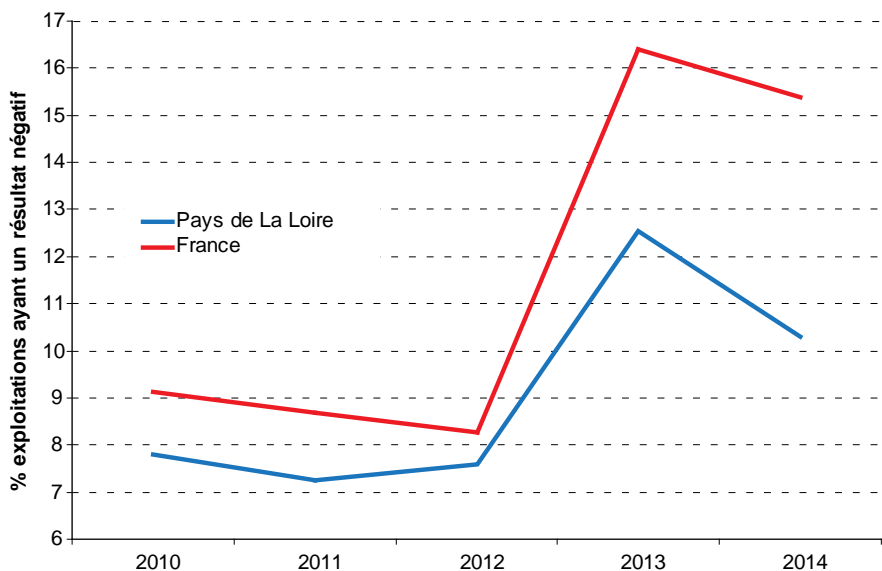
En France, le résultat des céréaliers se replie à 18 800 €, en baisse de 16 %. A contrario, il progresse sensiblement en Pays de la Loire passant de 20 600 € en 2013 à 26 900 €. Cette amélioration, dans un contexte de marché céréalier baissier, résulte d'une part d'une amélioration des rendements en céréales significativement plus forte en région qu'à l'échelon national (+7,4 % en céréales à paille contre +1,4 % ; +29,1 % en maïs grain contre +23,8 %), d'autre part de l'envolée des cours du blé dur en 2014. La part de blé dur dans le produit brut total des exploitations spécialisées en grandes cultures est en effet plus élevée en Pays de la Loire qu'au niveau national. La production de l'exercice en valeur s'élève à 1 300 € par ha en Pays de la Loire et à 1 170 € en France. Même si la situation s'améliore sur l'exercice 2014, le résultat des céréaliers ligérien est divisé par 1,8 par rapport à la moyenne triennale de la période 2011 à 2013.

En 2014, plus d'une exploitation régionale sur deux améliore son résultat ; ce taux progresse après trois années de baisse



Source : Agreste - RICA

Moins d'exploitations en déficit en Pays de la Loire



Source : Agreste - RICA

Une année 2014 favorable pour le lait

Les exploitations laitières bénéficient d'une hausse du prix du lait sur l'année 2014 et de la baisse du coût de l'aliment. Les livraisons augmentent de 6 % et la valeur de la production de 4,4 %. Celles qui clôturent au 31 décembre 2014 ont obtenu une rémunération supplémen-

taire de 2 € par hl de lait vendu par rapport à l'année 2013. L'hectolitre de lait atteint en moyenne 39,6 € et le résultat de ces exploitations progresse de 7,5 %. En revanche, pour celles qui clôturent au 31 mars 2015, la rémunération de l'hectolitre de lait baisse de 1 € sur l'exercice

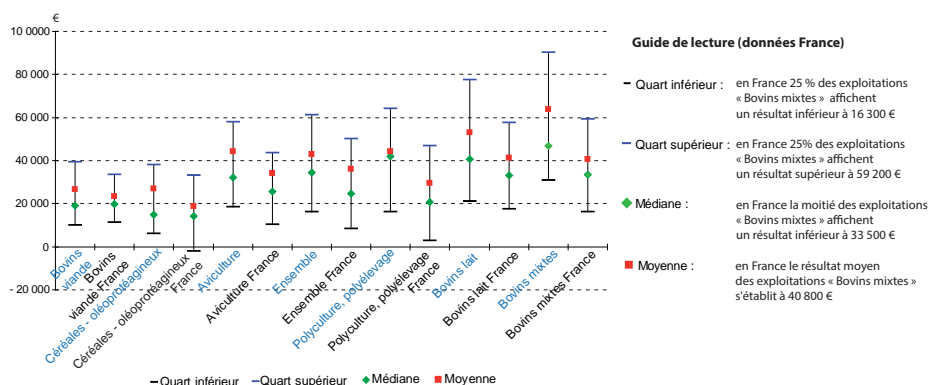
et limite la progression du résultat. Malgré le recul de 15 % du produit issu de la vente des bovins, le taux de marge nette des exploitations laitières se maintient à 18 % grâce à l'augmentation de 7 % du produit brut lait.

Les résultats se resserrent

La dispersion des résultats est plus forte en Pays de la Loire qu'en France. La moitié des exploitations affichent un résultat compris entre 16 200 € et 61 200 €. France entière, le quart inférieur s'établit à 8 300 € et le quart supérieur à 50 300 €. La dispersion du résultat régional mesurée à partir des écarts interquartiles s'élève ainsi à 45 100 €. Cet écart s'est réduit de près de 10 000 € par rapport à 2013. Dans le quart supérieur, sept fois sur dix, les exploitations ont vu leur résultat progresser. Le rapport est inversé dans le quart inférieur.

La production régionale est globalement stable, à 281 200 €, et supérieure de 74 500 € à la production nationale. La situation est plus contrastée selon les systèmes de production. Les éleveurs de bovins et les céréaliers ont produit davantage alors que la production en valeur

Des résultats plus élevés et plus dispersés en région



Source : Agreste - RICA

s'est repliée de 9 % dans les élevages porcins, sous l'effet de l'embargo russe.

Des charges d'approvisionnement en repli et des charges structurelles en hausse

Les charges courantes s'élèvent à 272 600 €, en baisse de 1,3 %. Les charges d'approvisionnement, 124 600 € en moyenne, diminuent de 3,7 % en raison du moindre coût de l'alimentation du bétail. Ce poste, 69 000 €, qui pèse pour plus de la moitié des charges d'approvisionnement, se rétracte de 6 %. A l'inverse, les charges structurelles,

144 200 €, sont en hausse de 1,9 %. Les dotations aux amortissements, dopées par les investissements réalisés au cours des exercices précédents, s'élèvent à 39 000 € et augmentent de 1,5 %. Les amortissements représentent, en région, plus du quart des charges de structure. Les charges pour travaux et culture augmentent de 1,7 % et les charges d'entre-

tien des bâtiments et du matériel de 7 %. Elles atteignent respectivement 12 700 € et 11 000 €. Plus de 86 % du produit brut est nécessaire pour couvrir les charges courantes. Dans les exploitations spécialisées en bovins lait ou mixtes, cet indicateur est plus favorable : il avoisine les 81 %.

	Lait				Ensemble			
	Charges moyennes	Charges/ha	Part des charges totales (%)	Evolution 2013/2014	Charges moyennes	Charges/ha	Part des charges totales (%)	Evolution 2013/2014
Charges d'approvisionnement	86 770	859	37,9	- 0,9	124 635	1 350	45,7	- 3,7
Engrais et amendements	11 725	116	5,1	- 5,0	12 096	131	4,4	- 5,6
Semences et plants	8 919	88	3,9	3,7	10 633	115	3,9	- 2,9
Produits phytosanitaires	5 711	57	2,5	1,2	8 252	89	3,0	6,9
Aliments du bétail	40 085	397	17,5	- 1,7	68 977	747	25,3	- 6,0
Produits vétérinaires	5 189	51	2,3	3,9	551	6	0,2	4,3
Fournitures	7 000	69	3,1	- 1,0	9 799	106	3,6	8,5
Carburants et combustibles	8 142	81	3,6	- 5,3	9 326	101	3,4	- 8,3
Autres charges	137 475	1 361	60,0	5,0	144 170	1 561	52,9	1,9
Travaux pour cultures et élevage	28 787	285	12,6	6,1	12 732	138	4,7	1,7
Loyers et fermage	12 736	126	5,6	0,0	22 710	246	8,3	3,0
Entretien bâtiment et matériel	12 003	119	5,2	19,5	10 973	119	4,0	7,0
Assurances	6 570	65	2,9	4,7	7 076	77	2,6	4,9
Charges de personnel	4 791	47	2,1	12,5	16 308	177	6,0	- 0,3
Dotation aux amortissements	38 813	384	16,9	1,6	39 036	423	14,3	1,5
Gaz, électricité, carburant non stocké	5 247	52	2,3	3,0	5 720	62	2,1	- 2,4
Charges financières	8 415	83	3,7	- 5,0	7 671	83	2,8	- 3,3
Charges courantes	22 9010	2 267	100,0	2,3	272 592	2 952	100,0	- 1,3

Baisse des subventions

Le transfert des aides du premier pilier vers le second pilier et la diminution de l'enveloppe globale affectent les exploitations régionales. Les subventions d'exploitations baissent de 1 800 € en moyenne par exploitation, soit 22 € de moins par hectare de SAU. France entière, elles se replient de 1 100 €, 15 € de moins à l'hectare. A 31 100 €, les subventions concourent à la formation du résultat à hauteur de 72 %. Les exploitations laitières ont perdu 32 € à l'ha, soit 3 200 € en moyenne par exploitation.

En Pays de la Loire, malgré la baisse des subventions et la stabilité de la production, l'excédent brut d'exploitation (EBE) progresse de 1,2 % en raison de l'allègement des charges. L'EBE s'élève à 88 500 €, en moyenne régionale. France entière, il est de 72 700 € et s'est replié de 2 % au cours de l'exercice.

Le rapport entre l'excédent brut d'exploitation et le produit brut, indicateur de l'efficacité économique de l'exploitation, est stable par rapport à 2013. Il s'établit à 28 %, deux points de moins que

le taux national. La moyenne régionale est la résultante des taux élevés observés dans les élevages de bovins, lait ou viande, plus de 35 %, et des taux beaucoup plus bas, relevés dans les élevages de porcs et de volailles, respectivement 16 % et 20 %. La distribution des taux de marge nette accentue les écarts entre les systèmes de production. Le taux de rentabilité le plus bas, moins de 4 %, est observé dans les élevages porcins, alors qu'il atteint 19 % dans les élevages laitiers.

Endettement stable

La capacité d'autofinancement issue de l'activité agricole est la première ressource de l'exploitation. Elle atteint 82 300 € et représente 61% de ses ressources totales. Elle augmente de 2 %, alors qu'au niveau national la capacité d'autofinancement se replie de 1,3 % à 69 200 €. Le recours à l'emprunt apporte un tiers des ressources, soit 44 000 €. En 2014, l'investissement recule. Les nouvelles dettes diminuent de 9 % en région tandis qu'elles augmentent de 3 % France entière. Les exploitants accroissent leurs prélèvements privés de 4 % en

moyenne régionale et jusqu'à 20 % dans les exploitations céréalières et laitières. Par UTANS, celles-ci prélèvent respectivement 44 900 € et 30 400 € pour une moyenne régionale de 29 900 €.

L'endettement moyen, 246 100 €, est stable par rapport à 2013. Les emprunts à long et moyen terme représentent 70 % de la dette totale. Le relèvement des dettes de court terme de 3,6 % est compensé par le recul de l'endettement à plus long terme. Le taux d'endettement est stable à 52 %. C'est dix points de plus que le taux France entière. Les éleveurs

de porcins et de volaille demeurent les plus endettés avec respectivement des taux de 71 % et 62 %.

Le poids de la dette, remboursement du capital et des charges financières sur l'EBE, se replie légèrement à 50,5 %. La charge de la dette est particulièrement lourde pour les éleveurs porcins. Ils ont dû consacrer plus de 80 % des ressources potentielles de leur activité au remboursement des annuités d'emprunt à long et moyen terme et au paiement des charges financières à court terme.

Méthodologie

Europe : Le Réseau d'Information Comptable (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations comptables individuelles. Réalisée dans les 28 Etats membres selon des définitions et des règles communes, elle permet de comparer les résultats obtenus pour les différents types d'agriculture européenne. Cette analyse micro économique est réalisée auprès de 80 000 exploitations agricoles représentatives de près de cinq millions d'exploitations agricoles européennes.

Nouvelle typologie : la réforme de la politique agricole commune de 2003 instituant le découplage des aides liées à la production a conduit à abandonner le concept de marge brute standard (MBS) au profit de la production brute standard (PBS), pour la classification des exploitations. La nouvelle typologie européenne des exploitations agricoles s'applique depuis la diffusion des résultats 2010 du RICA.

Le champ couvert est constitué des moyennes et grandes exploitations, qui sont classées selon leur spécialisation : l'orientation technico-économique (OTEX). Ce classement se fait à partir des PBS : une exploitation est spécialisée dans un domaine si la PBS de la ou des productions concernées dépasse les deux tiers du total.

Les résultats 2014 du RICA ne peuvent être rapprochés de résultats antérieurs publiés sous l'ancienne nomenclature.

France : l'échantillon observé en 2014 regroupe 7 300 exploitations. Le champ couvert correspond aux 298 800 moyennes et grandes exploitations assurant 95 % de la production agricole.

Pays de la Loire : l'échantillon de 467 exploitations permet d'obtenir des résultats représentatifs régionalement pour les principales orientations technico-économiques. Il couvre un champ de 24 400 exploitations.

Les comparaisons interannuelles sont réalisées sur un échantillon constant et exprimées en valeur courante. Les données présentées ici sont des valeurs moyennes par exploitation.

RCAI : le résultat courant avant impôt est la différence entre les produits et les charges courantes. Il exprime une forme de revenu familial (les charges sociales de l'exploitant ne sont toutefois pas déduites) qui doit permettre de rémunérer le travail non salarié et les capitaux propres.

Taux de marge brute : le taux de marge brute est le rapport entre l'excédent brut d'exploitation et le produit brut.

Taux de marge nette : le taux de marge nette est le rapport entre le RCAI et le produit brut.

RICA : résultats économiques des exploitations des Pays de la Loire en 2014 Moyennes par exploitation

	Toutes exploit.	Céréales, oléoprotéagineux	Maraîchage	Bovins lait	Bovins viande	Bovins mixte	Aviculture	Polyculture et polyélevage
Nombre d'exploitations représentées	24 367	2 086	469	5 700	3 163	1 546	2 809	2 889
Caractéristiques physiques								
Surface agricole utilisée (en ha)	92,3	111,0	16,9	101,0	97,8	139,5	62,4	123,7
dont : SAU en fermage	83,3	91,1	15,8	93,0	81,5	133,1	56,6	112,1
Effectifs animaux (en UGB*)	162,1	12,0	0,1	116,5	133,8	215,5	432,5	136,5
Nombre d'UTA **	2,4	1,3	6,3	2,1	1,4	2,1	1,9	2,7
dont : UTA non salariés	1,7	1,2	1,6	1,9	1,3	1,9	1,6	2,0
Financement et éléments du bilan (en milliers d'euros)								
Fonds de roulement	90,3	86,7	25,9	76,8	80,0	121,6	62,8	105,1
Capacité d'autofinancement	82,3	57,3	76,8	92,0	50,4	110,8	91,1	96,5
Autofinancement net	31,6	5,5	36,9	35,1	29,5	42,2	39,9	44,7
Actif immobilisé	316,2	179,7	201,7	357,8	288,6	458,3	312,4	374,8
dont : Capital d'exploitation	293,6	133,7	193,5	335,0	259,3	435,6	297,1	352,3
Actif circulant	152,4	120,2	148,5	119,6	108,1	186,5	165,0	174,4
dont : stocks	88,5	65,1	32,0	68,6	71,6	117,9	88,3	97,0
Capitaux propres	225,1	176,3	84,6	238,5	251,5	346,7	184,7	249,8
Endettement total	246,1	124,8	269,4	242,6	145,5	302,3	297,4	301,6
Soldes intermédiaires de gestion (en milliers d'euros)								
Production de l'exercice (nette des achats animaux)	281,2	143,8	461,1	246,5	113,6	273,3	458,4	295,7
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,9	1,3	16,4	0,4	0,2	0,2	1,0	0,9
- Charges d'approvisionnement	124,6	57,4	127,6	86,8	43,1	103,7	301,5	120,9
- Autres achats et Charges externes (n.c. fermage)	69,7	40,1	151,1	74,9	39,8	79,2	67,4	78,7
= Valeur ajoutée hors fermage	87,8	47,6	198,8	85,1	30,8	90,6	90,4	97,0
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
+ Subventions d'exploitation, Indemnités assurances	32,3	32,2	6,8	34,3	37,8	51,8	23,6	44,9
- fermage	12,7	14,5	13,7	12,7	10,9	16,1	8,3	16,1
- Impôts et taxes	2,6	2,7	1,9	2,6	1,4	2,3	2,3	2,9
- Charges de personnel	16,3	2,3	106,4	4,8	3,1	4,3	7,0	16,8
= Excédent brut d'exploitation	88,5	60,2	83,5	99,3	53,2	119,8	96,4	106
+ Transferts de Charges et Autres produits de gestion	0,3	0,4	0,1	0,1	0,2	0,2	1,1	0,3
- Dotations aux amortissements	39,0	30,4	44,3	38,8	22,2	46,4	47,0	52,9
= Résultat d'exploitation	49,8	30,2	39,3	60,6	31,2	73,6	50,5	53,5
+ Produits financiers	0,8	0,8	0,5	0,9	0,3	0,7	0,8	1,4
- Charges financières	7,7	4,0	6,4	8,4	4,8	10,4	7,2	10,6
= Résultat courant avant Impôts	43,0	26,9	33,4	53,1	26,7	63,9	44,1	44,2

Source : Agreste - RICA 2014

* UGB : Unités gros bétail : 1 UGB équivaut à une vache laitière ; un ovin correspondant à 0,15 UGB.

** UTA : Unité de travail annuel. 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par 1 personne occupée à plein temps pendant une année.

Agreste : la statistique agricole

Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire
Service régional de l'information
statistique et économique
5 rue Françoise Giroud - CS 67516 - 44275 NANTES cedex 2
Tél. : 02 72 74 72 40 - Fax : 02 72 74 72 79
Mél : rise.draaf.pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr
Site internet : www.draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr

Directrice régionale : Claudine Lebon
Directrice de la publication : Claire Jacquet-Patry
Rédacteur en chef : Jean-Pierre Coutard
Rédaction : Chantal Delacourt
Composition : Bénédicte Guy
Impression : SRISE à NANTES
Dépôt légal : à parution
ISSN : 1956 - 7499
Prix : 2,50 €



Résultat courant avant impôt (RCAI) : moyenne par exploitation en 2014 (en k€)

